PAS DE RÉSILIENCE CLIMATIQUE SANS AEPHA[1]:

UN APPEL À L'ACTION

WaterAid

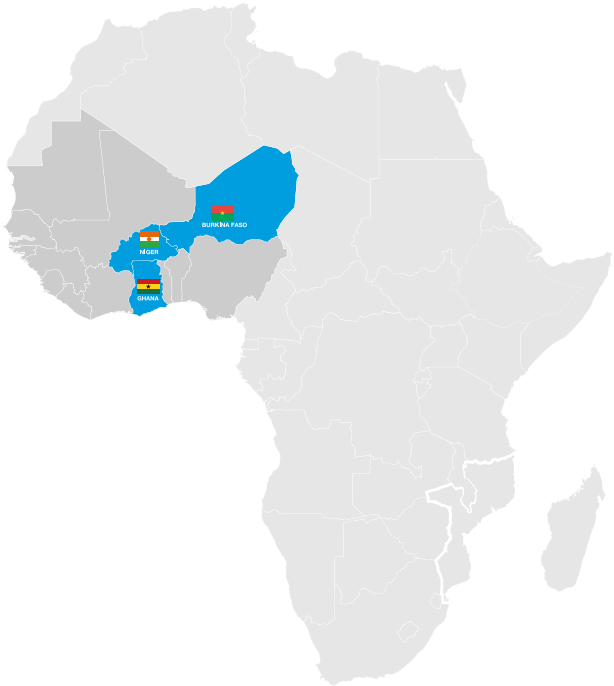
© WaterAid | Basile Ouedraogo

Cette note d'information s'adresse aux décideurs politiques et aux experts du secteur du climat et du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH).

Elle analyse comment l'EAH est intégré dans les politiques climatiques (CDN, PNA)2 et souligne pourquoi les gouvernements d'Afrique de l'Ouest doivent se concentrer davantage sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène résilients au climat. Cette note d'information a concerné trois pays d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso, le Ghana et le Niger.

INTRODUCTION

Malgré le lien indéniable entre la lutte contre le changement climatique et la garantie de l'accès universel à l'eau et à l'assainissement, celui-ci est rarement reflété dans les engagements et les politiques climatiques nationaux.



En Afrique de l'Ouest, en particulier au Burkina Faso, au Ghana et au Niger, les Contributions Déterminées Nationales (CDN) et le Plan National d'Adaptation (PNA) mis à jour ne font malheureusement pas exception à cette règle. Selon WaterAid, cela représente l'un des premiers obstacles à la mise en œuvre pratique par le gouvernement d'une action résiliente au climat en matière d'eau et d'assainissement sur le terrain.

Pourtant, le changement climatique modifie le cycle de l'eau par les inondations, les sécheresses, et l'élévation du niveau de la mer.Ces modifications affectent la disponibilité, la quantité et la qualité de l'eau. Tout cela dans une région où 106 millions de personnes n'ont pas d'eau propre près de chez eux et 256 millions de personnes n'ont pas de toilettes décentes[3].

© WaterAid | Basile Ouedraogo

Le manque d'accès à l'eau, à l'assainissement, à l'hygiène et l'insuffisance des mesures de lutte contre le changement climatique sont étroitement liés – ils ne peuvent pas être traités séparément et doivent être résolus par un engagement multipartite.
En outre, les estimations montrent que le financement des **systèmes EAH de base résilients dans toute l'Afrique subsaharienne** (le Bangladesh et l'Inde recevant des montants similaires) ne représente que 48,5 millions de dollars par an[4].

Pour ceux qui vivent au Burkina Faso, au Ghana et au Niger, le changement climatique n'est pas une menace pour l'avenir – il se produit en ce moment.

Les gouvernements d'Afrique de l'Ouest doivent agir maintenant pour protéger les communautés des impacts du changement climatique. Des efforts sont faits, **mais, les progrès sont trop lents**.

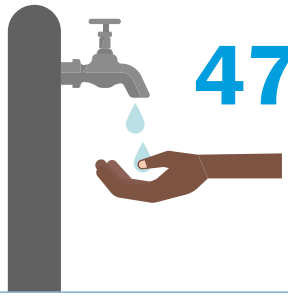
[1] Accès à l'eau potable, hygiène et assainissement
[2] Contributions déterminées nationales (CDN) et des plans d'adaptation nationale (PAN)
[3] OMS/UNICEF (2021) Progrès réalisés dans le domaine de l'eau potable pour les ménages assainissement et hygiène 2000-2020. Surveillance conjointe Programme. Genève: Organisation mondiale de la santé.
[4] Parts des sous-secteurs pour l'ensemble de l'Afrique, du Bangladesh et de l'Inde, financement du développement lié au climat pour l'adaptation à l'eau, total 2016 - 2020 – données de l'OCDE"

BURKINA FASO

Superficie
274 200 km²

Population en 2019
21 477 181

Accès à l'eau



47%

Accès à l'assainissement

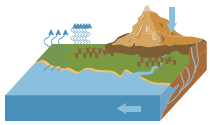
22%

Taux de croissance
2,94 %
par an

Lavage des mains
9%

Classement du pays par indice ND-GAIN, vulnérabilité - Eau[5]

Faible - 158ème / 169 pays

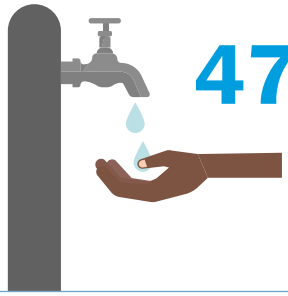


NIGER

Superficie
1 267 000 km²

Population en 2019
20 505 155

Accès à l'eau



47%

Accès à l'assainissement

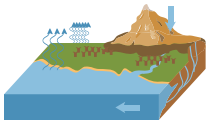
22%

Taux de croissance
3,8 %
par an

Lavage des mains
9%

Classement du pays par indice ND-GAIN, vulnérabilité - Eau[5]

Faible - 169ème / 169 pays

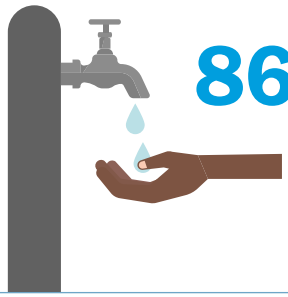


GHANA

Superficie
238 535 km²

Population en 2019
33 475 870

Accès à l'eau



86%

Accès à l'assainissement

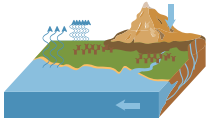
24%

Taux de croissance
2,15 %
par an

Lavage des mains
42%
année

Classement du pays par indice ND-GAIN, vulnérabilité - Eau[5]

Faible - 146ème / 169 pays



[5] Eau
Le score de l'eau rend compte de la vulnérabilité d'un pays à l'approvisionnement en eau douce face au changement climatique. Les indicateurs comprennent : la variation prévue du ruissellement annuel, la variation prévue de la recharge annuelle des eaux souterraines, le taux de prélèvement d'eau douce, le ratio de dépendance à l'eau, la capacité du barrage et l'accès à une eau potable fiable. https://gain-new.crc.nd.edu/ranking/vulnerability/water

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, C'EST MAINTENANT :

L'IMPACT ACTUEL SUR L'AEPHA

Le Burkina, le Ghana et le Niger ont une émission totale combinée de gaz à effet de serre qui représente 0,28% des émissions mondiales et un indice de risque climatique mondial combiné de 275,83[6]. L'impact des risques climatiques est plus élevé et disproportionné pour ces pays et de ce fait les soumet à un stress hydrique important.

Les inondations contaminent les sources d'eau qui propagent des maladies comme le choléra et les sécheresses provoquent l'assèchement des rivières, réduit les infiltrations et la disponibilité des eaux souterraines, ce qui oblige les communautés à parcourir de longues distances à la recherche d'eau potable mais aussi pour trouver des terres cultivables.

COMMENT LE CHANGEMENT CLIMATIQUE IMPACTE-T-IL LE SECTEUR EAH ?

IMPACT CLIMATIQUE	IMPACT SUR LE SECTEUR AEPHA
DIMINUTION DES PRÉCIPITATIONS	Réduction de la disponibilité des ressources d'eau brute nécessaires à l'approvisionnement en eau potable, réduction du débit des rivières, réduction de la dilution/ augmentation de la concentration de polluants dans l'eau, un défi pour les pratiques d'hygiène
AUGMENTATION DES PRÉCIPITATIONS ET DES PHÉNOMÈNES MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES : INONDATIONS	Pollution des puits, inondation des puits, inaccessibilité des sources d'eau, inondation des latrines, dommages aux infrastructures, glissements de terrain autour des sources d'eau, sédimentation et turbidité, défis à la durabilité des comportements d'assainissement et d'hygiène et maladies d'origine hydrique
DIMINUTION DES PRÉCIPITATIONS ET PHÉNOMÈNES EXTRÊME : SÉCHERESSES	Diminution des écoulements des rivières, baisse des infiltration, éloignement du niveau des nappes, pression sur les points d'eau, conflits d'usage, augmentation des maladies liées au manque d'eau (maladie des mains sales : fièvre typhoïde, diarrhées, etc.)
HAUSSE DES TEMPÉRATURES, DES VAGUES DE CHALEUR	Dommages aux infrastructures, augmentation des agents pathogènes dans l'eau entraînant un risque accru de maladies
AUGMENTATION DES TEMPÉRATURES	Le débit des rivières est affecté, les eaux de surface (lac, barrage) connaissent une forte évaporation, ce qui entraîne une réduction de la disponibilité de l'eau en saison sèche et l'approvisionnement en eau potable des centres urbains qui sont alimentés à partir des eaux. Ceci affecte les pratiques d'hygiènes (manque d'eau pour les toilettes à cause des fréquentes coupures d'eau)
MONTÉE DU NIVEAU DE LA MER : INONDATIONS ET INTRUSION SALINE D'EAU DE MER ET DANS LES AQUIFÈRES D'EAU DOUCE	Réduction de la disponibilité de l'eau potable, avec des impacts élevés sur la qualité (intrusion des eaux salées qui affectent la qualité de l'eau)

© WaterAid | Basile Ouedraogo

Au cours des cinq dernières décennies, le Ghana a été témoin d'un nombre important de risques climatiques ; la pays a enregistré au moins trois sécheresses majeures et dix-neuf (19) inondations[7].

Selon les estimations, ces événements extrêmes auraient touché plus de 16 millions de personnes et entraîné au moins 444 décès, à l'exclusion des cas non documentés. Les inondations, par exemple, sont classées au deuxième rang des catastrophes naturelles les plus fréquentes après les épidémies au Ghana. Les pertes économiques causées par les seules inondations entre 1900 et 2014 seraient d'environ 780 500 000 dollars[8].

Le Niger est sujet aux catastrophes naturelles telles que les sécheresses, les inondations et les invasions de criquets, qui contribuent toutes à l'insécurité alimentaire chronique.

Depuis 2000, il y a eu 35 catastrophes climatiques, hydrologiques et météorologiques avec une moyenne de 28 091 003 personnes touchées et 624 décès dans le pays attribués à ceux-ci[9]. Le Niger est classé 176e sur 182 pays en ce qui concerne sa vulnérabilité et sa volonté de s'adapter avec succès au changement climatique. Depuis juin 2022, les fortes pluies ont touché des parties du Niger, provoquant des inondations et faisant des victimes. Selon les médias, 168 décès ont été enregistrés, 185 personnes ont été blessées et environ 226 717 personnes ont été touchées. Les zones les plus touchées sont la région de Maradi et la région de Zinder. Les fortes pluies ont causé la destruction ou les dommages de plus de 25 000 logements (maisons, huttes et abris), 71 salles de classe, 6 centres de soins médicaux et 217 greniers à céréales[10]. Des infrastructures vitales, notamment des centres de santé, des installations d'eau et également sanitaires, ont été endommagées et détruites.

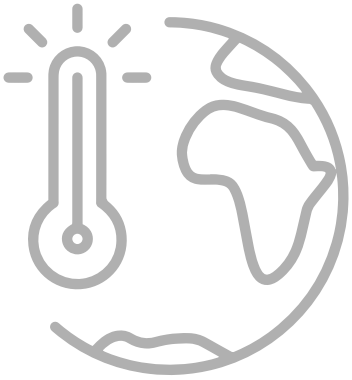
Le Burkina Faso est sujet à la sécheresse chronique, aux crues soudaines, aux inondations, aux tempêtes de vent et aux épidémies dues aux impacts du changement climatique.

Les sols du pays sont en grande partie dégradés. Lorsque les précipitations diminuent, que des tempêtes de poussière se produisent ou que des pics de température augmentent, les approvisionnements / rendements alimentaires sont immédiatement affectés, ce qui a un impact supplémentaire sur sa population et son économie.

90% des problèmes causés par le changement climatique sont liés aux conditions météorologiques, qui ont des liens importants avec le cycle de l'eau et la disponibilité globale de l'eau. [11]Depuis 2000, il y a eu 21 catastrophes climatiques, hydrologiques et météorologiques avec une moyenne de 10 426 053 personnes touchées et 141 décès dans le pays attribués à ceux-ci. Le Burkina Faso est classé 158e sur 182 pays en ce qui concerne sa vulnérabilité et sa volonté de s'adapter avec succès au changement climatique.

[7] Ghana's Adaptation Communication to the United Nations Framework Convention on Climate Change November 2021
[8] Asumadu-Sarkodie, S., Owusu, P. A., & Jayaweera, M. (2015). Gestion des risques d'inondation au Ghana : étude de cas à Accra.
[9] Niger Country Profile SWA (2022)
[10] https://reliefweb.int/report/niger/niger-heavy-rain-and-floods-update-noaa-cpc-media-echo-daily-flash-22-september-2022

LES FEMMES ET LES FILLES PAYENT LE PRIX FORT



Les changements climatiques exacerbent la pénurie d'eau. Les femmes et les filles sont en grande partie responsables de la collecte de l'eau pour le ménage dans les pays d'Afrique de l'Ouest qui prends jusqu'à 20 heures pour aller chercher de l'eau[13]. Elles sont plus sensibles aux changements saisonniers et climatiques qui affectent la quantité d'eau

Les précipitations variables causent aux femmes de réelles difficultés d'accès à l'eau, en particulier dans les zones où les forages, les puits équipés et l'eau courante sont insuffisants. Cela fait de la collecte de l'eau pour la consommation familiale et les diverses activités, une corvée.

Les femmes sont souvent obligées de parcourir de longues distances, parfois sans trouver d'eau potable, car de nombreuses autres contraintes comme la salinisation, la pollution et l'asséchement se rajoutent aux difficultés.

© WaterAid | Basile Ouedraogo

Les impacts climatiques sur les services d'eau et d'assainissement exacerbent encore le respect des droits humains à l'eau potable et à l'assainissement pour tous.,

Le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement détériore la santé de la population en augmentant l'incidence des maladies d'origine hydrique et liées à l'eau. Dans les pays en développement comme le Burkina Faso, le Ghana et le Niger, la fourniture d'installations de base pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène (AEPHA) reste un énorme défi.

Sur la base de ce contexte, il aurait dû être évident que les politiques climatiques PNA dans ces pays (en particulier les CDN, les PNA) soient principalement dotées de mesures d'adaptation axées sur les actions AEPHA en tant que points d'entrée pour les actions d'atténuation du changement climatique et la résilience des communautés.
Cependant, l'analyse effectuée par WaterAid montre une image différente.

[11] Profil de pays SWA du Burkina Faso (2020)
[12] SWA Burkina Faso Country Profile (2022)
[13] UNICEF (2016). UNICEF : La collecte de l'eau est souvent une perte de temps colossale pour les femmes et les filles.
Disponible à l'adresse suivante: https://www.unicef.org/press-releases/unicef-collecting-water-often-colossal-waste-time-women-and-girls

AEPHA : ÉLÉMENT MANQUANT DANS LES NDC ET NAP

Bien que le Burkina Faso, le Niger et le Ghana aient élaboré des politiques et des programmes faisant référence à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène et au changement climatique, la plupart de ces politiques ont été élaborées avant les CDN et les PNA.

Cela signifie que les CDN et les PNA auraient dû, s'ils étaient correctement alignés sur les politiques et stratégies des pays, faire l'objet d'un plus grand nombre d'actions d'adaptation concernant le secteur AEPHA. Bien qu'il existe des politiques et des stratégies AEPHA dans les trois pays, il n'y a pas de priorité évidente des services EAH dans les CDN ou les PNA.

Il y a évidemment quelques références, des actions planifiées et en cours qui ont principalement porté sur la gestion des ressources en eau et des bassins versants.

© WaterAid | Basile Ouedraogo

Cependant, la prise en compte du renforcement explicite de la résilience dans les services et les infrastructures EAH est très rare, comme en témoigne l'action proposée par le Ghana de construire un système d'eau de dessalement maritime pour fournir un accès à l'eau à environ 300 000 personnes.

Les informations sur les risques et les vulnérabilités utilisées dans les CDN mises à jour dans les pays reflètent l'urgence croissante des impacts climatiques et identifient des groupes de population spécifiques comme plus vulnérables aux impacts du changement climatique. Cependant, même si les infrastructures et les sources EAH sont mentionnées comme ayant été touchées, les adaptations EAH ne sont pas aussi ambitieuses qu'elles devraient l'être. La **Gestion Intégrée des ressources en eau (GIRE) bénéficie d'une plus grande attention que les défis spécifiques d'EAH résilients.**

Des consultations ont eu lieu entre les agences gouvernementales et divers groupes de parties prenantes, y compris le secteur EAH dans les trois pays. Comment et pourquoi leurs voix sont perdues ou ne sont pas clairement comprises ?

Burkina Faso

Les actions d'adaptation concernant le secteur AEPHA représentent respectivement environ 7 % et 11 % des coûts totaux de la CDN et du plan d'adaptation nationale. Les actions décrites au conditionnel dans la CDN sont, en recherche de financement de USD222 916 751[14]. Paradoxalement, le PNA de 2015 semble avoir pris davantage en compte les questions EAH que les engagements d'adaptation AEPHA dans la CDN 2021.

Paradoxalement, le PNA de 2015 semble avoir pris davantage en compte les questions EAH que les engagements d'adaptation AEPHA dans la CDN 2021. En effet, le PNA 2015 est spécifique sur les actions globales AEPHA visant à préserver les ressources en eau et à améliorer l'accès à l'assainissement, en particulier pour les femmes avec certaines informations de base alors que la CDN révisée Burkina 2021 énumère l'eau et l'assainissement comme un thème intersectoriel. La CDN révisée est allé plus loin en proposant un projet spécifique de « d'hygiène et d'assainissement dans les régions du Nord, du Centre Nord et du Centre-Sud au Faso 2018-2022 ».

Les indicateurs de suivi détaillés de la CDN portent davantage sur le nombre de centres de collecte et de traitement des boues de vidange. Les indicateurs de suivi ne correspondent pas réellement aux actions proposées dans la CDN.

L'utilisation des dernières informations sur l'impact, les risques et les vulnérabilités n'est pas si évidente. Il existe des analyses sur les risques climatiques et l'impact des ressources en eau et de l'accès à l'eau, en particulier par les femmes. Cependant, l'engagement d'adaptation ne concerne que la protection des rivières et des cours d'eau. Le secteur AEPHA n'est pas référencé comme un secteur prioritaire

Ghana

Bien que le gouvernement du Ghana reconnaisse également l'accès à l'eau potable comme un droit humain fondamental et essentiel pour protéger la santé publique, il n'est pas reflété dans la communication sur les CDN/PNA et l'adaptation.

Il est nécessaire de prendre des mesures d'adaptation plus proactives et coordonnées. Bien que le processus du PNA du Ghana soit bien placé pour assurer une planification efficace à grande échelle, les besoins de financement pour soutenir ces efforts sur une base continue et à long terme restent un défi. Il s'agit d'un défi qui doit être relevé pour assurer le maintien de l'élan actuel visant à réduire les niveaux de vulnérabilité et à renforcer la capacité d'adaptation et la résilience au sein des secteurs et entre eux. La seule référence dans la CDN mise à jour (septembre 2021) est la gestion intégrée des ressources en eau. La CDN révisée est basée sur 4 lois et 11 politiques et comporte 55 objectifs climatiques. Le secteur AEPHA n'est pas priorisé adéquatement et ne bénéficie pas de mesures. L'accent est mis sur la GIRE. Le genre est hautement reconnu.

Seul l'AdCom donne un aperçu de certains progrès réalisés / prévus dans le secteur de l'eau.

L'analyse de la première communication du Ghana sur l'adaptation (AdCom) montre que de grands progrès continuent d'être réalisés en matière de planification de l'adaptation au Ghana, mais les progrès réalisés jusqu'à présent ont été modestes et ne fournissent qu'une base pour de nouveaux engagements et des actions plus ambitieuses. Il est nécessaire de prendre des mesures d'adaptation plus proactives et coordonnées.

Et, bien que le processus du PNA du Ghana soit bien placé pour assurer une planification efficace à grande échelle, les besoins de financement pour appuyer ces efforts sur une base continue et à long terme restent un défi et doivent être relevés pour assurer le maintien de l'élan actuel visant à réduire les niveaux de vulnérabilité et à renforcer la capacité d'adaptation et la résilience au sein et entre les secteurs. L'eau et l'assainissement et l'hygiène en tant que secteur ou thème à travers les secteurs qui doivent également être abordés dans le contexte de la résilience climatique.

© WaterAid | Basile Ouedraogo

Niger

Le Niger s'est fixé pour objectif primordial de veiller à ce que toutes les parties prenantes s'attaquent à la fois aux causes et aux impacts du changement climatique par le biais de mesures appropriées tout en promouvant le développement durable et la croissance verte.

Les secteurs clés et les domaines prioritaires du Niger sont cartographiés sur la base des documents suivants : Programme national d'action pour l'adaptation (NAPA), Contributions déterminées au niveau national (CDN), Troisième communication nationale (CNT), Stratégie de développement durable et de croissance inclusive - Niger 2035 (SDDCI) et Politique nationale sur le changement climatique (PNCC).

Au Niger, **l'eau est considérée comme un sous-secteur du secteur Agriculture, Foresterie et Autre Utilisation des Terres (AFOLU).** Les contributions déterminées au niveau national du Niger estiment un besoin total d'investissement de 8,667 milliards de dollars pour atteindre ses objectifs, environ 13% des coûts (1,167 milliard de dollars) étant fournis sous forme de financement inconditionnel des ressources du gouvernement et de l'aide publique au développement.

Il existe un besoin d'investissement à grande échelle dans l'adaptation au changement climatique au Niger qui n'est pas satisfait actuellement.

Au moment où nous avons conclu cette note d'information, le document du Niger sur le Plan national d'adaptation au changement climatique (PNA) a été adopté le 20 septembre 2022, mais aussi sans focus sur l'AEPHA.

En effet, le PNA du Niger a identifié cinq (5) secteurs prioritaires pour lesquels des options d'adaptation ont été proposées : la santé, l'élevage, la foresterie, les transports et les zones humides. Un processus d'élaboration de plan.

POURQUOI DEVONS-NOUS INVESTIR DANS L'AEPHA RESPECTUEUX DU CLIMAT ?

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) considère la mise en place de services d'eau et d'assainissement comme l'une des mesures « quasi sans regret » les plus efficaces pour réduire la vulnérabilité climatique à court terme.

Des services eau, assainissement et hygiène (EAH), durables et adaptés à tous, contribueront à réduire les inégalités en étant d'un accès universel. Cependant, le changement climatique complexifie la situation. Les services EAH permettront de renforcer la résilience face au changement climatique, en particulier pour les communautés qui n'ont pas encore accès à ces services ou pour celles dont les ressources en eau sont fragiles et souvent insuffisantes en cas de sécheresse, d'inondations ou de conditions météorologiques extrêmes.
Bien que les CDN mises à jour comprennent des actions plus hiérarchisées dans l'ensemble, la plupart de ces actions ne sont ni prêtes pour le financement, ni pour la mise en œuvre. Même si certaines activités dans le secteur de l'AEPHA sont chiffrées, elles n'indiquent aucune source de financement.

La situation de l'AEPHA exige une double action. D'abord, le fait que les infrastructures EHA sont menacées et vulnérables à l'impact des changements climatiques ; puis, l'accès aux services EAH peut être perdu s'il est affecté par la pollution et les contaminations dues aux changements climatiques ce qui affaiblit la résilience des populations. Les infrastructures EAH doivent être envisagées pour l'adaptation afin d'améliorer la résilience.
Les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables en cas de pénurie d'eau ou d'insécurité alimentaire. Elles doivent parcourir de plus longues distances à pied pour collecter de l'eau et du bois de feu en raison de la dégradation de l'environnement, ce qui peut les exposer à des risques d'agression ou affecter leur santé.

Garantir l'accès universel à l'eau et à l'assainissement d'ici 2030 ne sera réalisable qu'avec un esprit collégial, avec une action climatique efficace menée par le gouvernement, qui comprend une attention particulière à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, et un soutien plus fort aux services AEPHA résilients au climat.

Les services et les infrastructures AEPHA doivent être prioritaires pour renforcer la résilience, et cela est intrinsèquement lié à la santé et aux moyens de subsistance de la population, en particulier des pauvres et des plus vulnérables.

Nous savons que les gens ne peuvent pas survivre longtemps sans eau potable, sans toilettes décentes et sans une bonne hygiène. C'est pourquoi nous devons nous adapter pour réduire les impacts du changement climatique dès maintenant. Nous voyons déjà les impacts dans les gros titres tous les jours – comme les récentes inondations au Niger, au Ghana et en Côte d'Ivoire[15].

© WaterAid | Basile Ouedraogo

[15] https://reliefweb.int/report/congo/west-and-central-africa-flooding-situation-16-august-2022

APPEL À L'ACTION

Les contributions potentielles que le secteur AEPHA peut apporter pour s'adapter aux impacts climatiques sont énormes. Afin de les réaliser et d'accélérer l'adaptation au changement climatique et l'atténuation des services AEPHA mondiaux, les planificateurs et les décideurs politiques des deux secteurs peuvent concentrer leurs efforts sur plusieurs domaines d'action clés. Ceci est important pour la COP27, mais aussi au-delà de la conférence mondiale sur le climat, à mesure que les plans et les politiques sont mis en œuvre.

Nous demandons aux gouvernements du Burkina Faso, Niger et Ghana de :

- **Améliorer le niveau de compréhension du concept de risque et de vulnérabilité :** En effet, les acteurs du secteur doivent entreprendre ces processus principalement pour classer les infrastructures et les services à risque. Cela aidera à accorder la priorité du secteur au besoin.

- **Renforcer les capacités** institutionnelles des sous-secteurs AEPHA et Changement climatique en moyens techniques et financiers afin de développer des instruments appropriés qui s'alignent véritablement sur le contexte et les documents politiques des pays. Malgré de nombreux documents de politique du secteur AEPHA et le fait que AEPHA devrait être en première ligne des actions de renforcement de la résilience et d'adaptation, aucun des pays n'a donné la priorité à l'AEPHA.

- **Prioriser le secteur AEPHA du pays dans les CDN :** Le secteur Eau, Assainissement et hygiène est absent ou n'est pas prioritaire en raison de l'accent mis par les CDN sur la réduction des émissions de GES. Il est temps de veiller à ce que les acteurs du secteur et les parties prenantes mettent l'eau, l'assainissement et l'hygiène sur la table des discussions sur le climat.

Il est donc souhaitable que des PNA spécifiques à l'eau et à l'assainissement et à l'hygiène soient développés et intégrés dans le PNA global comme cela se fait au Niger.

- **Assurer une réponse climatique sensible au genre :** Générer des données pour mieux comprendre l'impact de la crise climatique sur les femmes, les filles, les jeunes et s'assurer que leurs voix et leurs solutions sont entendues.

- Augmenter considérablement les fonds publics pour la lutte contre le changement climatique alloués à AEPHA en tant que mesure d'adaptation à faible regret afin de réduire les vulnérabilités des communautés aux impacts climatiques.

- **Soutenir les approches qui traitent de l'ensemble des systèmes AEPHA pour** assurer la durabilité et la fiabilité. En donnant la priorité à la gestion et au financement à long terme pour maintenir la fiabilité des services AEPHA, les communautés disposeront de services essentiels pendant et après les impacts climatiques.

POUR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ CONTACTER

Ghana	jessedanku@wateraid.org
Burkina Faso	celestinpouya@wateraid.org
Niger	moumounikimbaalfari@wateraid.org
Bureau régional de WaterAid pour l'Afrique de l'Ouest	kinefatimdiop@wateraid.org luciendamiba@wateraid.org

REMERCIEMENTS

Nous remercions Sam-Adejoh Okedi et son équipe qui ont été chargés de mener des analyses sur le secteur EAH dans les CDN et les PNA pour WaterAid et aux équipes de pays et partenaires au Burkina Faso, au Niger et au Ghana pour leurs précieuses contributions.

Date : Octobre 2022

WaterAid est une organisation internationale à but non lucratif, œuvrant à démocratiser l'accès à l'eau potable, à des toilettes décentes et à de bonnes conditions d'hygiène partout et pour tous, en l'espace d'une génération. Seules des réponses pérennes à ces trois enjeux essentiels peuvent permettre aux populations de voir leur vie se transformer pour de bon.

© WaterAid | Basile Ouedraogo

WaterAid

@WaterAidWAfrica
WaterAid West Africa

www.wateraid.org